

Vu le point déjà introduit par le groupe Ecolo lors du Conseil communal du 3 décembre 2014 et les débats qui ont suivi,

Vu les positions exprimées entre temps par l'Union des Villes et Communes de Wallonie, l'Union des Classes moyennes, la plateforme regroupant les 5 unions nationales de mutualités (voir positions en annexe), qui mettent en garde contre le TTIP ou en évoquent les risques,

Vu l'appel à la suspension des négociations du TTIP lancé le 4 mai dernier par une coalition inédite de syndicats, mutualités, organisations de défense des consommateurs, ONG de défense de l'environnement et de solidarité internationale, tant francophones que flamandes,

Vu la résolution votée au Parlement wallon le 7 mai dernier qui réclame une suspension des négociations et en conditionne la reprise à un certain nombre de balises,

Vu les plus de 80 communes de Wallonie et de Bruxelles qui, à ce jour, se sont déclarées « communes hors TTIP », entre autres Anderlecht, Arlon, Assesse, Ath, Bernissart, Bruxelles, Charleroi, Chièvres, Enghien, Esneux, Flémalle, Fléron, Fleurus, Floreffe, Forest, Gembloux, Genappe, Héron, Huy, Incourt, Ixelles, Jalhay, Jemeppe-sur-Sambre, La Louvière, Lessines, Liège, Marchin, Molenbeek, Momignies, Nivelles, Olne, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Paliseul, Pepinster, Péruwelz, Plombières, Pont-à-Celles, Profondeville, Saint-Gilles, Saint-Josse, Sambreville, Soignies, Soumagne, Stavelot, Thimister, Tournai, Tubize, Virton, Wanze, Watermael-Boisfort, Woluwé-Saint-Lambert,

Vu la signature par plus de 2 millions de citoyens européens d'une pétition rejetant ce projet de traité,

Vu le report du vote sur le TTIP intervenu le 9 juin 2015 à l'initiative du Président du Parlement européen, Martin Schulz, suite à la pression des citoyens inquiets de l'éventualité de tribunaux arbitraux privés (ISDS), et face au risque d'éclatement de la coalition entre conservateurs, socialistes et libéraux,

Considérant que le débat en Conseil communal le 3 décembre 2014 a été biaisé par une information non correcte sur la position de l'Union des Villes et Communes de Wallonie face au TTIP et à son importance pour les communes,

Le groupe Ecolo souhaite apporter un **complément d'information au Conseil** et sollicite le Collège pour que soit organisé ultérieurement **un débat sur le sujet**.

Andrée Debauche

Thierry Henkart

Annexes :

- (1) Louise-Marie Bataille, Les enjeux du TTIP pour les pouvoirs locaux, Avril 2015 (<http://uvcw.be/includes/articles/6048.htm>)
- (2) CIN-NIC (Mutualités chrétiennes, Mutualités libres, Solidaris), Communiqué de presse du 4 février 2015, Accord de libre-échange : une menace pour le système belge de soins de santé ?
- (3) Philippe Godfroid, Un traité transatlantique dangereux, Union des Classes moyennes (<http://mobile.ucm.be/Actualites/Un-traite-transatlantique-dangereux>).

